

<https://www.pressegauche.org/Vendredi-on-sort-s-afficher-CCMM-CSN>



« Vendredi on sort s'afficher » (CCMM-CSN)

- Communiqués -



Date de mise en ligne : samedi 13 février 2021

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 12 févr. 2021 - À l'initiative des syndicats du personnel enseignant du Collège Ahuntsic, du Collège de Rosemont et du Cégep du Vieux-Montréal, des professeures et des professeurs de la FNEEQ défilent aujourd'hui, vendredi 12 février, de 14h à 16h, devant les bureaux de la Fédération des cégeps, rue Crémazie, à Montréal, afin d'exposer leur ras-le-bol face à un processus de négociation qui stagne. Toutes et tous seront invités à écrire et afficher leurs doléances et leurs revendications bien à la vue des représentants de la partie patronale. Presqu'un an depuis l'échéance de la convention collective et les perspectives sont sombres. Il est temps que ça débloque !

Rappelons que dès le mois de mars 2020, les représentants de la CSN ont proposé de suspendre les négociations, afin d'accorder la priorité à la crise sanitaire, surtout aux personnes qui portent quotidiennement à bout de bras des réseaux épuisés et désorganisés. C'est le gouvernement qui a refusé, prétextant sa volonté de régler les conventions au plus vite, alors qu'il est aujourd'hui l'unique responsable du cul-de-sac dans lequel nous nous trouvons. Son discours sur l'importance des services publics ne trouve pas écho dans ses gestes. Ce décalage entre paroles et actions est d'ailleurs régulièrement dénoncé par nos représentants.

Il est plus que temps que nos vis-à-vis de la Fédération des cégeps, qui forment une partie du Comité patronal de négociation des collèges (CPNC), démontrent qu'ils ont à coeur le réseau collégial autant que nous et qu'ils obtiennent du Conseil du trésor des mandats et des ressources afin de convenir de solutions aux problèmes et aux situations inéquitables auxquelles nous sommes confrontés. Rappelons par exemple qu'une personne chargée cours à la formation continue peut gagner jusqu'à la moitié moins pour une tâche d'enseignement équivalente. Cette situation ne peut pas perdurer. Elle illustre d'ailleurs la désastreuse précarité avec laquelle trop de nos collègues doivent composer. Soulignons à ce propos que c'est environ 40% des enseignantes et des enseignants qui sont de statut précaire, ce qui entraîne son lot de problème et nuit considérablement à la stabilité et à la prévisibilité essentiels au travail dans l'enseignement supérieur.

Les événements de la dernière année ont par ailleurs démontré clairement le rôle central des travailleuses et des travailleurs des services publics, et à quel point des années de négligence et de sous-financement avaient laissé les réseaux de la santé, des services sociaux et de l'éducation dans un état déplorable. La justification de notre présence ici déborde donc le strict cadre de la profession enseignante collégiale. Nos collègues des autres secteurs sont également confrontés au double-discours du gouvernement et assistent impuissants à la dégradation de leurs conditions de travail et de pratique, pendant que les porte-paroles du gouvernement persistent à s'accorder des notes parfaites pour leur performance. Il faut impérativement une amélioration significative des conditions de travail et des conditions salariales afin de permettre aux services publics de remplir adéquatement leur rôle.

Et les bouleversements de la pandémie trouvent aussi écho dans nos revendications relatives à la formation à distance et au développement du réseau. Bien malgré nous, mais avec détermination et une préoccupation pour la réussite de nos étudiantes et de nos étudiants, nous avons relevé le défi de l'adaptation de la formation à ce contexte singulier. Et nous avons le sentiment d'avoir relevé ce défi, non pas grâce au gouvernement, mais en dépit de celui-ci, malgré son indifférence et son incompréhension. Les bouleversements vécus depuis 10 mois illustrent d'ailleurs aussi l'urgence d'encadrer la formation et la distance et les autres initiatives de développement du réseau, qui semblent souvent obéir à une logique entrepreneuriale plutôt qu'à un souci de faire croître le réseau en assurant la qualité de l'enseignement et l'accessibilité aux études supérieures.

Nous faisons preuve de bonne volonté. Nous proposons des solutions. Nous jouons un rôle de leader, à la hauteur de l'autonomie que nous confère notre appartenance à l'enseignement supérieur. Mais sans mandats ou directives

claires du côté de la partie patronale, pas de progression possible. Le message est donc clair : il y a urgence d'agir et il faut que ça débloque ! À défaut d'avancées significatives, nous poursuivrons notre route vers l'intensification des moyens des pression, si cela est le prix de l'inaction du gouvernement.